

La CGIL a proclamé la grève générale pour le **12 décembre** pour un tournant de la politique économique et social nécessaire pour gouverner la grave crise actuelle.

La crise ne doit pas décharger ses propres conséquences sur les travailleurs, les retraités, les précaires et leurs familles.

La CGIL propose un **“Plan anticrise”**, présenté à l’Assemblée Nationale des Cadres et des Délégués du 5 Novembre à Rome, qui a vu la participation de plus de 10.000 travailleurs et travailleuses.

Ce “plan”, qui répond aux problèmes d’aujourd’hui pour construire un projet pour l’avenir, intervient aussi sur la condition des travailleurs immigrés et, en particulier, il revendique:

- **la récupération et l’utilisation des casernes désaffectées** comme résidences temporaires pour les travailleurs immigrés et comme “maison de l’étudiant”;
- **une mesure de régularisation des immigrés** pour combattre le travail au noir et submergé, en considérant l’immigration comme une ressource pour le développement;
- **la réforme de la citoyenneté**, en réaffirmant - outre à une gestion positive et plus efficace des flux d’entrée et des réunifications des familles - la nécessité de définir les parcours de stabilisation et d’intégration à travers une véritable réforme de la citoyenneté, surtout pour les nés en Italie, pour surmonter les discriminations, à partir du droit de vote;
- **la suspension des effets de la Bossi-Fini en cas de perte de travail à cause des crises des entreprises**, parce que les mesures du Gouvernement, derrière la feuille de vigne de la lutte à la clandestinité, en réalité frappent sans discrimination tous les travailleurs et les citoyens immigrés réguliers (aggravation des conditions pour la délivrance du permis de séjour CE et des réunifications des familles), qui travaillent, payent les taxes (4 milliards en 2007), vivent et opèrent dans le respect de nos lois; ces travailleurs immigrés (plus de 2.300.000), qui depuis des années travaillent en Italie (en produisant 9% du produit interne brut) et envoient leurs fils à l’école pour construire leur futur dans ce pays, en perdant le travail, il n’est pas acceptable qu’ils perdent aussi le permis de séjour, en devenant des irréguliers et des sujets au chantage de la part de n’importe qui, et à risque d’expulsion.

La CGIL met en évidence, aujourd’hui plus que jamais, sa nature pluriethnique, en réaffirmant que la défense du droit ne connaît pas de barrières ethniques, parce que des **Droits inégaux = Moins de droits pour tous.**

Nous, travailleuses et travailleurs immigrés, faisons la grève en masse et nous descendrons dans la rue conscients du fait que la défense de nos droits d’immigrés est possible, seulement si nous revendiquons et nous défendons les droits communs à nous tous.